

Les débuts du nucléaire français

Sociologie de la nucléocratie

Entretien avec Philippe Simonnot*

Les conditions dans lesquelles ont été lancés les grands programmes de production d'énergie nucléaire sont caractéristiques d'une époque marquée par la croyance au progrès, mais aussi une vision aristocratique et scientiste de la décision publique. La sociologie des acteurs, entre ministères, institutions et grandes entreprises, fait apparaître le rôle décisif du corps des Mines. Cet héritage pèse encore sur les décisions d'aujourd'hui.

Quand on revient sur les politiques mises en place entre les années 1950 et les années 1970 pour développer la filière nucléaire, on a l'impression qu'elles n'ont pas véritablement été mises en débat. Y a-t-il eu une volonté de confisquer la décision ?

Ce serait sans doute exagéré. Il est certain que dans les années 1970, à un moment où émerge un mouvement antinucléaire assez radical, les décideurs pratiquent délibérément une rétention de l'information, de peur de donner du grain à moudre aux opposants. Mais ce type de pratique est à remettre en perspective. Tout d'abord, elle est caractéristique de la culture politique de l'époque, qui n'a d'ailleurs pas totalement disparu. Ensuite, sur la question précise du nucléaire, où une partie du public est méfiante, se pose une question de communication. D'une certaine façon, plus on en dit, plus on accroît cette méfiance. D'où la tentation du secret. Cela peut se comprendre : si vous dites : « Il y a une chance sur 1000 qu'il y ait un accident », cela fait peur, alors même que cette probabilité reste modeste.

Mais je ne crois pas qu'on puisse représenter la série de décisions qui a conduit au modèle français comme une volonté de tromper le peuple ou comme guidée par de purs intérêts industriels. Pour comprendre ce qui s'est joué, il faut considérer la sociologie des décideurs. Dans les entreprises (EDF, Framatome, etc.) dont certaines sont publiques ou semi-publiques, comme dans les cabinets ministériels ou à la tête des institutions comme le CEA, on trouve pour l'essentiel des polytechniciens issus du corps des Mines. Ces X-Mines forment une sorte d'aristocratie d'État, assise sur une légitimité intellectuelle renforcée par l'imaginaire de la méritocratie républicaine. Ce sont des gens qui ont derrière eux un parcours extrêmement sélectif et qui ont fait dix ans d'études. Des élites qui croient sincèrement œuvrer pour le bien commun, et plus encore qui croient que leur supériorité intellectuelle leur confère une légitimité pour le faire. De surcroît, ce sont des ingénieurs et ils ont foi dans la science. Enfin, les questions d'environnement n'ont pas la même résonance qu'aujourd'hui : à la question du réchauffement des eaux des rivières à proximité des centrales, l'un des responsables que j'avais interrogé me répondit : « Et alors ? On mettra des poissons exotiques ! »

C'est l'ensemble de ces éléments qui les amène à prendre des décisions majeures sans vraiment en référer aux instances démocratiques... et surtout sans s'interroger sur le fait qu'un débat mené entre des personnes au même pedigree, ayant en partage le même mode de pensée, les mêmes croyances, les mêmes aveuglements, n'est peut-être pas le débat le plus productif qui soit.

Aujourd'hui, la science politique et à sa suite, les sciences de gestion ont mis en évidence l'avantage d'une réelle délibération au sein d'instances marquées par une diversité, capables de faire émerger des points de vue réellement différents. À l'époque, et notamment en France où les pratiques technocratiques sont très puissantes, on est beaucoup moins averti sur ces questions.

* Philippe Simonnot était journaliste au *Monde* quand il a mené les entretiens réunis dans *Les Nucléocrates* (Presses universitaires de Grenoble, 1978). Docteur en économie, auteur de nombreux ouvrages dont *39 leçons sur l'économie contemporaine* (Gallimard, 1998), il dirige aujourd'hui l'Atelier de l'économie contemporaine et le Séminaire monétaire de l'Institut Turgot.

Revenons sur les acteurs. Peut-on parler de complexe militaro-industriel ?

Sans conteste et ce, pour différentes raisons. La première est technique : n'oublions pas que le plutonium utilisé dans l'armement est produit dans le cœur des réacteurs nucléaires (sous l'effet du flux de neutrons, une partie de l'uranium qui compose le combustible nucléaire se transforme par capture neutronique). La seconde tient à l'imbrication des acteurs industriels, redoublée par l'homogénéité sociologique des dirigeants que nous venons d'évoquer. Il suffit de regarder la composition de la commission PÉON (Production d'électricité d'origine nucléaire, une commission consultative auprès du gouvernement), pour comprendre comment et par qui les décisions ont été instruites : beaucoup de grands patrons de la filière sont membres de la commission. Et il existe aussi des liens capitalistiques. Framatome, par exemple, est créé en 1958 et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) détient 30% de son capital. L'entreprise américaine Babcock-Wilson, qui construit les chaudières, est étroitement liée à EDF qui est quasiment son unique client en France. Il faudrait citer aussi CSF Thomson, Creusot-Loire, CGE, Péchiney, Alsthom, Schneider, la Snecma, et enfin le ministère de la Défense et les armées dont nombre de ces entreprises sont les fournisseurs. L'aventure nucléaire commence en 1945 avec la création du CEA, qui d'emblée table sur deux filières, une civile et une militaire. Et c'est dès 1957 que commencent les travaux de construction du premier réacteur à usage civil en France (EDF1), à Chinon.

L'essor du nucléaire français a été d'emblée conçu comme une question associant souveraineté stratégique et développement de champions nationaux ; et après 1973, le quadruplement du prix du pétrole a ajouté à ces deux éléments l'idée de l'indépendance énergétique. Au demeurant, le développement de la filière avait du sens économiquement, aussi bien en ce qui concerne la construction de champions industriels que dans le souci d'accroître la production électrique.

L'ensemble de ces éléments a fondé la légitimité politique et industrielle du modèle, renforçant ainsi la conviction des acteurs. L'appui de l'État, notamment dans la période gaulliste, est essentiel. La culture colbertiste et une forme de patriotisme économique ont sans doute favorisé l'essor de la filière, mais elles nous ont sans doute joué un tour : avec cet imaginaire collectif, nous n'étions pas les mieux armés pour résister à la tentation du tout-nucléaire.

Néanmoins, en 1969, Georges Pompidou décide d'abandonner la technologie française uranium naturel-graphite-gaz (UNGG), qui avait été développée conjointement par le CEA et EDF, au profit de la technologie américaine des réacteurs à eau légère pressurisée (ou PWR, d'après l'acronyme anglais), développée sous licence Westinghouse.

Les raisons invoquées furent économiques ; neuf réacteurs avaient cependant été construits. Mais il y avait aussi des questions de sécurité, avec des alertes dès 1959. Ce qu'on peut noter, c'est que le passage à la technologie américaine a d'une certaine façon redoublé les ardeurs des acteurs de la filière, en représentant un choc narcissique. Cela contribue à expliquer qu'après le premier choc pétrolier, ils se sont précipités pour relancer le programme. Rien qu'en 1974, treize tranches sont lancées.

Nous vivons aujourd'hui dans l'héritage de cette séquence. Et l'un des problèmes que nous avons à gérer, c'est que certaines questions qui étaient alors lointaines ne sont plus évitables aujourd'hui. Je pense en particulier à la question des déchets. Les acteurs de l'époque me disaient : « Oui, mais dans quarante ans la question sera résolue, ou alors on arrêtera tout. » Quarante ans, c'est long ; mais nous y sommes.

Propos recueillis par Richard Robert